

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information  
du groupe de travail  
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°15 – novembre/décembre 2011

**NPA**

Prix libre NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## Édito

### Françafrique: le triple A de la corruption n'est pas menacé!

Avec le témoignage de Mike Jocktane (ancien conseiller personnel d'Omar Bongo qui fut, par la suite, son directeur adjoint de cabinet jusqu'en janvier 2009 et aujourd'hui reconverti dans la religion), l'affaire du financement occulte et illégal des partis de droite, dit « *des mallettes* » a pris une nouvelle dimension.

On se souvient que Robert Bourgi avait avoué, qu'avec d'autres, il avait convoyé des mallettes remplies d'argent pour le compte des Chirac et De Villepin, mais il avait aussi juré de ses grands dieux que, quand il était passé chez Sarkozy, avec arme et bagages justement, ces derniers étaient vides de toutes coupures. Et voilà que l'Évêque pentecôtiste Jocktane dit le contraire et donne maints détails sur le financement de Sarkozy provoquant l'ire de Pascaline Bongo.

Pour reprendre un vocable policier, l'emploi du temps de Sarkozy juste avant et juste après les élections présidentielles est troublant et témoigne, en tout cas, d'un soudain engouement certain pour l'Afrique et plus particulièrement pour le Gabon qu'on ne lui connaissait pas.

Les Sénégalais, Gabonais ou Congolais seront sûrement ravis d'apprendre que cet argent, prodigué par leurs dirigeants, va financer les campagnes politiques de la droite, notamment sur l'identité française, la haine des sans-papiers, l'islamophobie, la racaille des cités, bref des sujets bien plus importants que les campagnes de vaccinations pour les nouveau-nés ou la construction de centres de santé ou d'écoles dans les villes et villages

L'argent de ces mallettes a l'odeur de cette soumission volontaire à l'ancienne puissance coloniale où la soi-disant élite au pouvoir en Afrique livre, en coupe sombre, les richesses du pays aux grandes entreprises capitalistes.

Au moment où Sarkozy parle de punir les fraudeurs, 2012 sera l'occasion de le prendre au mot et d'en finir avec ce personnage un peu trop décomplexé et surtout d'être vigilant afin que ces mallettes ne continuent plus leur périple en dégageant sur leur passage des effluves bien amères de parfum...de rose.

Paul Martial

## S O M M A I R E

### • En bref

Cameroun  
Angola  
RDC  
Égypte

### • Nouvelles du continent

Cote d'Ivoire : transfert de Gbagbo  
Sénégal : situation sociale et politique

### • Françafrique

Sortir du Franc CFA

### • Initiatives et luttes

Initiative de survie

### • Histoires-mémoires

50<sup>e</sup> anniversaire de la mort de FANON

### • Cultures

CD de chants de sortir du colonialisme

"Portrait du Colonialiste" de J.Piolat

## CAMEROUN : Une campagne à 3,3 biyard de FCFA !



He oui ! Soit 5 millions d'euros c'est ce qu'a coûté la campagne de com. des élections présidentielles de Paul Biya.

Evidemment ce sont les sociétés françaises qui ont raflé la mise, notamment ZNZ Group de François de la Brosse chargé de faire reluire l'image sur le net de Biya titulaire d'un CDI à la présidence du Cameroun.

Au vu de ses clients, cette société ZNZ Group a l'air d'être spécialisée pour les cas désespérés, car elle

s'occupe aussi de l'image de Sarkozy.

Notons que le journal Le Monde a accepté de publier en double page centrale un publi-reportage, pour la modique somme de 468 832 euros, présentant le Cameroun comme un paradis terrestre, oubliant seulement d'indiquer que l'eau courante et l'électricité sont des fruits défendus pour des millions de Camerounais.

Paul Martial

## RDC: Kabila Fils, encore une fois.



## Elections ou mascarades ? Vigilance !

Etienne Tshisekedi, candidat malheureux à l'élection présidentielle contestée remportée par Joseph Kabila, veut prêter serment. Les élections en Afrique centrale se passent et se ressemblent. Un dictateur triche et remporte les élections tandis que le principal opposant se déclare à son tour vainqueur. Gabon, Congo, et maintenant RDC. Pendant ce temps, le peuple souffre et fuit comme toujours sur les routes vers des camps de réfugiés. Mais avec les hommes de Sarkozy et la politique africaine de la France, celle des mallettes, les dictateurs ont encore de beaux jours devant eux.

## ÉGYPTE: Le Caire, champ de bataille



Troisième journée consécutive de violences entre l'armée et des civils dans la capitale égyptienne, le Caire. Les affrontements qui ont commencé dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que des activistes observaient un sit-in, ont déjà fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Les manifestants refusent de capituler, le gouvernement, mis en place par l'institution militaire, met en avant une contre-révolution.

## ANGOLA: Rivière de diamants et fleuve de sang



Les Diamants sont souvent de sang et de larmes

Rafael Marques de Morais est un journaliste angolais qui ne cesse de dénoncer l'emprise de la famille et du clan du président de la République, des mines diamantifères ainsi que leurs conditions d'exploitation.

Parce que soutenues par la haute hiérarchie militaire angolaise, les milices des sociétés comme Lumanhe ou Teleservice perpétuent sans relâche les pires atrocités contre les mineurs et les habitants proches des mines.

Des atrocités identiques à celle qui sont faites par les différentes milices, y compris l'armée officielle de la RDC dans les exploitations de coltan de la région du Kivu.

Rafael Marques de Morais a fait le choix courageux de rester en Angola tout en continuant à mener la lutte pour défendre les victimes de la barbarie dont se rend complice l'entourage du président José Eduardo dos Santos. Un choix pour dire haut et fort que la peur peut et doit changer de camp, que le printemps arabe nous apprend que tout est possible.

## CAP-VERT: Adieu Evora, adieu la diva. Sodade...Sodade...



Porte drapeau de la musique capverdiennne, Cesaria Evora est décédée à 70 ans. Après des années d'errance, la chanteuse aux pieds nus s'était imposée au niveau international comme une grande dame de la chanson. L'information a été confirmée par le ministre capverdien de la culture, Mario Lucio Sousa.

A 70 ans, l'une des plus grandes figures de la musique africaine s'est éteinte. Affaiblie par une opération à cœur ouvert à Paris en mai 2010, Cesaria Evora avait mis fin à sa carrière.

## Côte d'Ivoire: Transfert de GBAGBO au CPI

La « normalisation » projetée par le pouvoir en Côte d'Ivoire, après la fin de la guerre civile gagnée en avril 2011 par Alassane Ouattara, n'a pas fonctionné jusqu'ici. Les élections législatives, tenues le 11 décembre 11, devaient en constituer une étape importante. Il est loin d'être certain que celles-ci aient réussi.



De l'avis général, la participation à ces élections a été très faible. Alors que le nouveau pouvoir parle d'un taux de participation officiel de 36,6 %, des observateurs sur le terrain rapportent plutôt qu'un

cinquième seulement des électeurs-électrices (au maximum) se seraient déplacés. Même l'Agence France Presse (AFP), dont les informations rapportées sont souvent orientées dans un sens favorable au pouvoir Ouattara - réputé « pro-français » -, évoquait une « journée très calme » au moment du vote.

Les partisan-e-s du président militairement déchu le 11 avril dernier, Laurent Gbagbo et de son parti (le Front populaire ivoirien/FPI) ont appelé au boycott de ce scrutin. Pour le nouveau pouvoir en place, il était important d'annoncer un taux de participation officiel supérieur à celui des dernières élections législatives ayant eu lieu dans le pays - avant l'explosion de la guerre civile -, du 10 décembre 2000. A l'époque, Laurent Gbagbo venait d'être élu président, le 06 octobre 2000, et c'étaient alors les soutiens d'Alassane Ouattara et de son parti (le Rassemblement des républicains/RDR) qui avaient boycotté les élections. Le taux de participation se chiffrait officiellement à 33 %. Peu de temps après, les violences commençaient à s'amplifier dans le pays avant que la rébellion militaire en septembre 2002 ne conduise à la partition du pays entre le Nord et le Sud.



Ouattara, Bédié et Gbagbo, crocodiles de la politique ivoirienne

En 2000, Alassane Ouattara avait été empêché de présenter sa candidature au poste suprême de l'État, le gouvernement d'alors (du général Guéi) ayant considéré qu'il était « de nationalité douteuse » puisque sa mère était burkinabè. La Côte d'Ivoire nageait alors en plein discours nationaliste-ethnique, « l'ivoirité ». Ce concept, au fondement raciste, avait été diffusé sous la présidence d'Henri Konan Bédié (1993 à 99) et avait

contribué à la discrimination des citoyens de la Nord du pays ainsi qu'à la marginalisation politique et sociale des immigrés de toute l'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, c'est le président Laurent Gbagbo (2000 à 2011) qui est généralement accusé de cette situation, alors qu'il ne l'avait pas créée, mais qu'il s'était contenté d'en profiter de façon opportuniste pour arriver et se maintenir au pouvoir. Quant à Henri Konan Bédié, alors qu'il porte une responsabilité lourde dans cette problématique, il est aujourd'hui le principal allié... d'Alassane Ouattara, les deux hommes ayant créé une alliance entre les deux tours de la dernière élection présidentielle, en novembre 2010. Parmi les requins de la politique, il n'y a pas de sentiments qui comptent, uniquement des intérêts...

Laurent Gbagbo, a été envoyé le 30 novembre 2011 à La Haye, pour y être jugé devant la Cour pénale internationale (CPI). Il lui sera reproché d'avoir été responsable de « crimes contre l'humanité ». L'accusation portera sur des assassinats et des viols, commis pendant la dernière phase de la guerre civile. S'il est indéniable que son camp politique porte une responsabilité dans de tels crimes, il est cependant totalement inadmissible de vouloir faire porter - juridiquement - la responsabilité unique et entière à seulement l'une des parties de la guerre civile : celle qui a perdu. Ceci alors que les troupes pro-Ouattara avaient, entre autres massacres, commis celui de probablement 800 personnes à Duékoué, fin mars 2011.



Première comparution de Gbagbo devant le CPI - Reuters

Le 05 décembre 2011, la première audition de Laurent Gbagbo a bien eu lieu à La Haye. Il incrimina alors le rôle joué par la France pour renverser l'ancien pouvoir ivoirien : « J'ai été arrêté sous les bombes françaises. Le 11 avril, cinquante chars français avaient encerclé ma résidence... » s'était défendu l'ex-président ivoirien. Désormais, Laurent Gbagbo a jusqu'en juin 2012 pour préparer sa défense et prendre connaissance du dossier de l'accusation.

En attendant, plusieurs tueries impliquant les troupes pro-Ouattara des FRCI (« Forces Républicaines de Côte d'Ivoire ») ont encore lieu dans le pays. Les soldats des FRCI, ainsi que les combattants pro-Ouattara démobilisés, sont craints par les populations. A Vavoua dans le centre-ouest du pays, le 17 décembre 2011, six jeunes furent tués par les FRCI « pour avoir refusé d'obtempérer ».

Bertold Du Ryon

## Sénégal : situation sociale et politique.

2012 sera une année cruciale pour le Sénégal, pays de quelques 14 millions d'habitants et qui, fait assez rare en Afrique post coloniale, n'a jamais connu de coup d'Etat militaire. En effet, les prochaines élections présidentielles, normalement prévues en février 2012 risquent d'être très mouvementées. D'ailleurs, les représentations diplomatiques des pays occidentaux (notamment celles de la France et des Etats Unis) craignent le pire. Le Président sortant M. Abdoulaye Wade, après deux mandats (il a été élu en 2000 puis réélu en 2007), veut se présenter de nouveau.



Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal depuis 2000

Les opposants au régime de M. Wade l'accusent de ne pas respecter la constitution de 2001 qui limite le nombre de mandats à 2 alors que M. Wade considère que son premier mandat de 2000, obtenu avant la nouvelle constitution ne fait pas partie du décompte de mandats autorisés. Depuis plusieurs mois, un débat de constitutionnalistes fait rage à Dakar, tandis que des avocats français sont appelés à la rescousse par le Président Wade, qui compte se représenter coûte que coûte aux prochaines élections présidentielles. Il serait intéressant de savoir pourquoi cet entêtement du Président Wade (85 ans aujourd'hui) à maintenir cette candidature contestée qui risque d'entraîner son pays dans le chaos politique ? Pourquoi cet homme qui a su conduire le Sénégal à l'alternance politique en 2000 (avec le soutien de plusieurs partis de gauche ou s'en réclamant) est devenu à son tour un acharné du pouvoir ? Qu'est ce qui empêche M. Wade de sortir par la grande porte de l'histoire politique du Sénégal en confiant la responsabilité de son parti libéral à ses véritables héritiers politiques (dont son fils d'ailleurs) et de les laisser briguer le fauteuil présidentiel ? La question est simplement légitime et la réponse très simple : Wade veut certainement remporter les élections de 2012 puis partir en laissant le pouvoir à son fils comme l'en accusent d'ailleurs ses opposants (l'ancien parti au pouvoir le Parti Socialiste, ses anciens alliés de 2000 et plusieurs autres partis comme Yoonu Askan Wi[i] réunis dans la coalition Benno Siggil Sénégal[ii] ?

En tout cas, tous les actes posés par Wade semblent l'indiquer. Comme sa tentative déjouée de changer la constitution (de nouveau) en 2011 et d'imposer un couple Président-Vice Président ainsi que le quart bloquant aux prochaines élections présidentielles de 2012. Le mouvement M23 qui est né à la suite des contestations du 23 juin 2011 contre ce projet inique de Wade pourrait bien être l'épine qu'il ne pourra pas retirer de son pied. En effet, cette coalition, qui regroupe des partis d'opposition du

pays, la société civile et des mouvements citoyens (comme le mouvement « Y'en a marre »[iii]), pourrait faire de l'ombre à l'opposition traditionnelle sénégalaise. En effet, six mois après sa création, il faut bien se rendre à l'évidence ; le M23 pose un

problème réel de conscience aux Partis d'opposition réunis autour de la coalition Benno Siggil Sénégal (qui n'est d'ailleurs pas arrivée à présenter une candidature unitaire en décembre). La nervosité que le M23 confère au Parti Démocratique Sénégalais (PDS), le parti de Wade, est la preuve ultime du poids de ce mouvement né des contestations sociales de juin 2011 et qui ne compte pas hypothéquer sa dynamique.



Manifestation du 23 juin 2011 contre le projet de M. Wade

Pendant ce temps, la situation sociale est toujours la même pour les populations (les seules véritables victimes du régime libéral de Wade) qui tentent de s'en sortir comme elles peuvent grâce à la débrouillardise. La crise économique européenne fait craindre une nouvelle dévaluation du Franc CFA[iv] (celle de 1994 a été un véritable traumatisme) tandis que les Western Union des migrants pour soutenir leur famille restée au pays se font de plus en plus rares à cause de la situation économique dramatique de l'Espagne et de l'Italie (qui regroupent une bonne partie de l'immigration économique sénégalaise). De plus, Les délestages d'électricité ne sont toujours pas complètement réglés malgré les promesses de Karim Wade, nommé ministre de l'énergie en mai 2009 par son père après ses déboires aux élections municipales et rurales de mars 2009 (il est battu dans son propre bureau de vote à Dakar). La tentative de dévolution monarchique de M. Wade semble donc bien réelle, elle est même dénoncée par son ex-premier ministre Idrissa Seck, emprisonné pendant plusieurs mois par le régime de Wade (pour détournement de fonds publics) puis libéré, aujourd'hui candidat contre son ancien père spirituel libéral.



Idrissa Seck et Macky Sall, ex-PM et héritiers du régime libéral

En décembre 2011, il y avait déjà plus de 20 candidats déclarés dont deux issus de Benno Siggil Sénégal (*ensemble pour relever le Sénégal*), l'alternative la plus crédible à gauche pour battre le parti au pouvoir. Mais avec deux candidats déclarés (le PS n'a pas

accepté le vote de désignation du candidat qui ne lui a pas été favorable), l'opposition semble donner du crédit aux sénégalais qui jugent les hommes politiques peu crédibles et sans parole. Malheureusement, ce sont bien les héritiers de M. Wade, notamment Idrissa Seck et Macky Sall (ses ex Premier Ministres devenus opposants) qui vont profiter des divisions de l'opposition. L'opposition sénégalaise de gauche, après avoir porté un libéral au pouvoir pour faire partir le Parti Socialiste (qui est resté 40 ans au pouvoir) va-t-elle de nouveau servir de tremplin aux héritiers légitimes de ce régime cette fois ci pour faire partir M. Wade? Les

partis politiques de la gauche radicale (RTA/S[[v](#)] ; Yonnu Askan Wi[[vi](#)], UDF-Mbolo MI[[vii](#)], Ferñent / Mouvement des Travailleurs Panafricains – Sénégal) doivent continuer à approfondir cette troisième voie qui a été une généreuse idée vite oubliée au nom de la sacro-sainte alliance contre M. Wade.

Moulzo

[i] Ce parti issu de la scission d'AND-Jeff PADS (Parti Africain pour la Démocratie et le Socialisme) est un parti ami du GTA/NPA.

[ii] « Ensemble pour relever le Sénégal ».

[iii] Voir *Afriques en lutte* n°13.

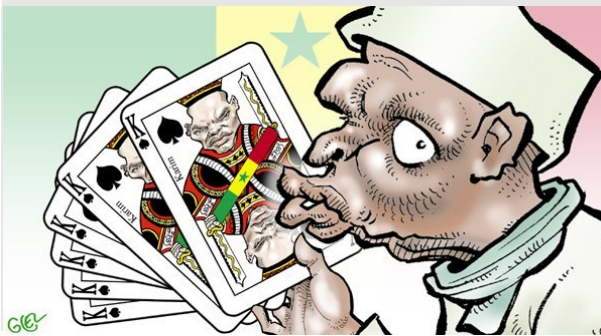
[iv] Voir article sur le Franc CFA dans ce numéro d'*Afriques en lutte*.

[v] Rassemblement des Travailleurs Africains/Sénégal.

[vi] Mouvement pour l'Autonomie Populaire.

[vii] Union pour la Démocratie et le Fédéralisme.

### Tous Dakar pour toucher leur enveloppe !



Afin de tenter de contrer la campagne de l'opposition sur l'inconstitutionnalité de briguer une troisième fois le mandat présidentiel, Wade a convoqué un conclave d'éminents juristes qui ont tous conclu que Wade pouvait en toute légalité se re représenter.

Les mauvais esprits pensent que les résultats ne sont pas étonnants au vu du tarif des prestations qui auraient coûté au Sénégal la bagatelle de 150 000 euros ! Et un conclave de gériatrie pour envoyer Wade à la retraite cela aurait coûté combien ?

Paul Martial

### RWANDA : AGRESSION HOMOPHOBE



Dady de Maximo Mwicira Mitali, 29 ans, est un artiste rwandais, cinéaste, poète, créateur de mode. Rescapé du génocide des Tutsi du Rwanda de 1994, il est l'un des rares de sa famille à avoir survécu. Réalisateur du seul film fait par des réfugiés *By the short cut*, sur l'exode depuis 1959 des Tutsis vers l'Ethiopie, "le plus court chemin". Il a été victime d'une tentative de meurtre et d'actes de torture le 10 novembre 2011 à Kigali, Rwanda. Ses agresseurs ont revendiqué leur homophobie dans un tract laissé sur place. En Mars 2011, c'est Claude, son ami, actuellement réfugié au Danemark, qui fut passé à tabac.

# Sortir du Franc CFA pour briser le carcan Néocolonial!

Avec la crise économique les rumeurs se font de plus en plus pressantes sur la dévalorisation du Franc CFA ; ceci occasionne de multiples débats sur l'opportunité, ou non, pour les pays africains qui en sont membres de sortir de ce système. Une occasion pour « *Afrique en Lutte* » de revenir sur le sujet.

En fait quand on parle de Franc CFA on devrait parler des Francs CFA puisqu'il y a plusieurs monnaies qui coexistent sous cette appellation, indépendamment les unes des autres.

Le Franc CFA de l'Afrique de l'Ouest dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo sont membres.

Celui de l'Afrique Centrale avec le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée-équatoriale et le Tchad.

A ces deux groupes majeurs s'ajoutent le Franc des Comores, de la Guinée et du Rwanda. Pour les deux premiers groupes chacun a sa structure bancaire idoine chargé de gérer la monnaie, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour l'Afrique de l'Ouest et Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour l'Afrique Centrale.

De manière très simple on peut considérer le Franc CFA, dont l'ancien nom était Franc des colonies françaises d'Afrique, comme une excroissance africaine de l'Euro après qu'il ait remplacé le Franc. Le Franc CFA a un taux de change fixe avec l'Euro et les pays africains de la zone CFA ont l'obligation de déposer la moitié de leur réserve de change au Trésor Public français. Les droits d'émission sont censés être décidé par les deux banques BCEAO et BEAC, mais l'effectivité de leurs décisions requiert une unanimité, ce qui se traduit dans les faits par un droit de veto pour les représentants du Trésor Public français. L'épisode de 1994, où le gouvernement français de l'époque, de manière unilatérale et brusquement, avait décidé la dévalorisation de 50 % de la valeur du Franc CFA, montre qui sont les vrais maîtres de cette monnaie.

## LES LIMITES D'UN DÉBAT



Zones du Franc CFA – Afrique de l'ouest et Afrique centrale

Adversaires et partisans du maintien de la zone Franc CFA s'échangent, depuis des décennies, les mêmes arguments. Pour les uns, le maintien dans la zone CFA est une garantie de stabilité économique qui permettrait un développement productif et un afflux d'IDE (Investissement Direct Etranger), argument loin d'être convainquant car les stabilités économiques peuvent se

trouver dans d'autres pays africains, comme c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique Australe. A contrario, il est pour le moins difficile de présenter des pays tels la République Centrafricaine comme l'archétype de la stabilité économique. D'ailleurs les experts économiques soulignent : « *le secteur bancaire est demeuré généralement bien capitalisé et a disposé de provisions suffisantes, des frictions sont néanmoins apparues çà et là. La faillite de plusieurs institutions de dépôt illégales dans quelques pays, dénotait certaines insuffisances des mécanismes de régulation et de surveillance. La trop forte exposition des banques commerciales à des prêts non performants accordés au secteur du coton au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad et au Mali, a constitué une vulnérabilité substantielle étant donné que les prix intérieurs sont faibles depuis plusieurs années* »<sup>[1]</sup>. Il se trouve que les pays incriminés appartiennent tous à la zone CFA, tout comme une grande partie des pays classés PMA (Pays les Moins Avancés). Pour ce qui est de l'afflux des IDE, il est motivé par des pays producteurs de ressources minérales, pétrole en tête. « *Selon les estimations, il y a eu une baisse des flux totaux d'IED vers l'Afrique, mais en réalité les flux d'IED vers le secteur extractif ont augmenté* »<sup>[2]</sup> A ce titre des pays comme l'Algérie, la Guinée-équatoriale, le Nigeria, le Soudan et le Tchad<sup>[3]</sup> ont largement bénéficié des investissements de capitaux étrangers, sans pour autant que les populations locales y trouvent un quelconque bénéfice, indépendamment de leur appartenance à la zone CFA. A contrario, le Franc CFA n'est pas plus un obstacle qu'un avantage à l'activité économique. Il peut être un handicap pour les exportations, notamment des productions agricoles, du fait de sa surévaluation, mais il devient un avantage pour les importations de pétrole ou de produits manufacturés venant de l'Occident ou des pays asiatiques.

On prête à la zone CFA des vertus qu'elle n'a pas ou des vices pas plus mérités, notamment que le système CFA favoriserait une plus grande évasion des capitaux. Le Nigeria, dont les flux financiers illicites de puis 1970 s'élève à 89.5 milliards de dollars, est en tête du peloton suivi de l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et de l'Afrique du Sud ; aucun pays ne fait partie de la zone CFA<sup>[4]</sup>.

En fait les arguments pour et contre donnent une importance démesurée à la monnaie qui ne reflète in-fine que l'état réel de l'économie d'un pays ou d'une zone de pays.

## SORTIR DE LA ZONE CFA POUR SORTIR DU PACTE COLONIAL

Rien ne peut justifier cette situation exceptionnelle, où un pays (la France) gère la monnaie d'une quinzaine de pays africains, au regard de la situation économique de ces pays qui n'a rien d'exceptionnellement bonne en comparaison des autres pays, toutes choses égales par ailleurs.



Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

Une raison essentielle qui motive la sortie du système du Franc CFA est, paradoxalement et avant tout, une raison politique. C'est l'affirmation que les Etats doivent être maîtres de la gestion de leur monnaie car, à travers les Etats, ce sont les populations qui ont ou devraient avoir un droit de regard sur l'administration de leur monnaie et non de quelconques hauts fonctionnaires du Trésor français. La monnaie n'est pas seulement un simple instrument d'échange, elle remplit aussi d'autres fonctions économiques qui permettent d'influer sur le cours réel de l'économie, même si c'est de manière limitée et il n'y a aucune raison pour que ces prérogatives soient déniées aux Etats et aux populations. De plus « (...) la monnaie a une réalité plus sociale qu'économique. Elle permet la régulation des comportements des individus vivant en société. Elle a une fonction collective, celle d'assurer une partie du consensus, mais elle a aussi une fonction sociale individuelle. »[5]

Les récents événements de la Côte d'Ivoire, indépendamment de notre totale opposition avec le régime Gbagbo, montrent que sa chute a été provoquée par l'armée française stationnée dans le pays et par la politique d'asphyxie financière permise par la

mainmise de la France sur le Franc CFA.

On peut, sans aucun souci, ne pas être dans la zone Franc CFA tout étant une économie dépendante de l'ancienne puissance coloniale comme la Mauritanie, Madagascar, le Congo Kinshasa etc., mais l'inverse est évidemment impossible. Rompre avec le « développement du sous-développement », c'est-à-dire une économie au service des multinationales des pays occidentaux, et maintenant Chinois, nécessite d'être indépendant dans la gestion de sa monnaie.

Au niveau économique, les débats sur le maintien ou la sortie du système du Franc CFA, s'ils ne sont pas accompagnés d'un projet politique qui brise réellement le carcan néocolonial, n'ont pas plus d'intérêt que les débats sur la sortie ou non de l'Euro, pour les pays européens, si in-fine le but est de faire payer la crise du capitalisme aux populations.

Paul Martial

[1] Commission économique pour l'Afrique et Union africaine Rapport économique sur l'Afrique 2011 p39

[2] Ibidem p 33

[3] Ibidem p66

[4] Jeune Afrique numéro 2569 du 4 avril.2010

[5] Michèle Giacobbi & Anne-Marie Gronier in Monnaie Monnaies éditions Le Monde p 26

### CAMEROUN: 5 ans de prison pour homosexualité présumée . LIBEREZ LES !



Francky (20 ans) et Jonas (19 ans) ont été condamnés, le 22 novembre 2011 à 5 ans de prison et 200 000 FCFA d'amende pour pratique homosexuelle présumée, à Yaoundé au Cameroun. Ils sont incarcérés et nous souhaitons leur relaxe.

Ils purgent actuellement une peine de prison en raison de leur orientation sexuelle réelle ou présumée. Ils risquent donc de subir des agressions homophobes et d'autres mauvais traitements. Les prisonniers souffrent également de la surpopulation, de la précarité des installations sanitaires et du manque de nourriture.

L'état Camerounais veut renforcer les lois homophobes pour aller jusqu' à des peines de 15 ans de prison. Nous pensons que l'état français est responsable de la situation économique et sociale au Cameroun.

Nous invitons tous les militants LBGTQI & autres personnes à se mobiliser comme ils le souhaitent/peuvent pour soutenir Francky et Jonas, ainsi que les autres inculpés.

Vous pouvez :

Ecrire par courrier

Appeler l' Ambassade de France à Yaoundé : 00 (237) 22.22.79.00

Signer la pétition à l'adresse URL suivante :

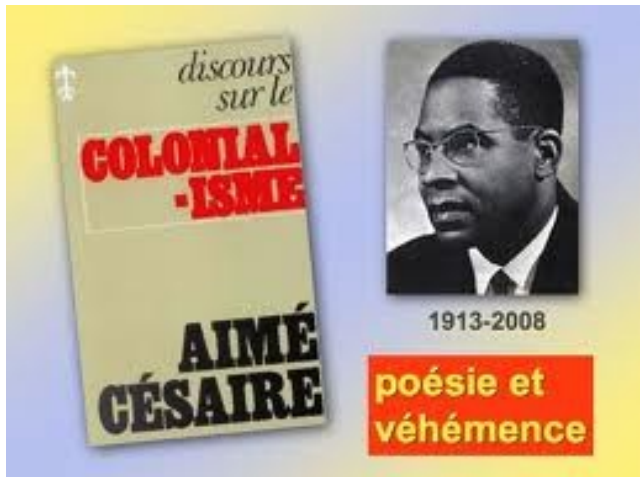
[http://www.change.org/petitions/demand-cameroon-release-gay-men-sentenced-to-five-years-in-prison?](http://www.change.org/petitions/demand-cameroon-release-gay-men-sentenced-to-five-years-in-prison?utm_source=social_media&utm_medium=facebook_cause&utm_content=petition&utm_campaign=en_usa_lgbt&utm_term=Cameroon-Gay-Arrested-Cameroon-Government)

[utm\\_source=social\\_media&utm\\_medium=facebook\\_cause&utm\\_content=petition&utm\\_campaign=en\\_usa\\_lgbt&utm\\_term=Cameroon-Gay-Arrested-Cameroon-Government](http://www.change.org/petitions/demand-cameroon-release-gay-men-sentenced-to-five-years-in-prison?utm_source=social_media&utm_medium=facebook_cause&utm_content=petition&utm_campaign=en_usa_lgbt&utm_term=Cameroon-Gay-Arrested-Cameroon-Government)



### Saint-Etienne : théâtre "Il faut rendre à Césaire"

Date et lieu: Le mardi 24 janvier 2012, de 20h30 à 23h00.  
À [Saint-Etienne](#), [Rhône-Alpes](#)



Un spectacle autour du Discours sur le colonialisme d'Aimé Césaire, mise en scène et interprété par Djamila Zeghbab et Yannick Louis, dit "Yao".

Une rencontre autour des luttes contre le néo-colonialisme et la Françafrique à l'issue du spectacle avec **Odile Tobner**, ancienne présidente de Survie.

Sur la scène: deux voix et des instruments de musique: *ceux de Yannick Louis dit Yao et celle de Djamila Zeghbab*. Textes, rythmes, percussions, chants et danse. Rien d'un discours rébarbatif au contraire : émotion, lyrisme! *La langue de Césaire ne demande qu'à être scandée, slammée, déclamée! Le spectacle lui rend sa dimension poétique.*

Théâtre Libre, rue Désiré Claude (arrêt de tram "Tréfilerie"), en dessous du Remue-méninges.

PAF : 10 €

#### Informations

Site Web: <http://rendreacesaire.unblog.fr/category/1-le-spectacle/>

Contact: [survieste CHEZ no-log POINT org](mailto:survieste@chez-no-log.org)

### Saint-Etienne : Slams anticolonialisme

Date et lieu: Le vendredi 27 janvier 2012, de 21h00 à 23h59. À [Saint-Etienne](#), [Rhône-Alpes](#)



Avis aux « écrivains » de tous bords, scribouilleurs et chansonniers, citoyens et indignés .....Amoureux de littérature, hanteurs d'ateliers d'écritures, chanteurs de rue ou de trottoirs !

Les Associations « Paraboles » et « Survie » proposent une soirée

« Des mots, des voix, des plumes, (Et du goudron) contre le colonialisme ! »

Lectures et performances au Raminagrobis, rue Georges Dupré à Saint Etienne, au dessus de la Friterie

après le spectacle (lectures de revoltes ou de propagandes & musiques) « Ben, mon colon ! » interprété par Djamila Zeghbab et Guy Thévenon.

À vos plumes, envoyez-nous vos textes et venez les slammer ou les faire slamer.

Boite au lettres : [non-colonie@gmx.fr](mailto:non-colonie@gmx.fr)

Informations

Site Web: <http://paraboles.cie.unblog.fr/>

Contact: [survieste CHEZ no-log POINT org](mailto:survieste@chez-no-log.org)



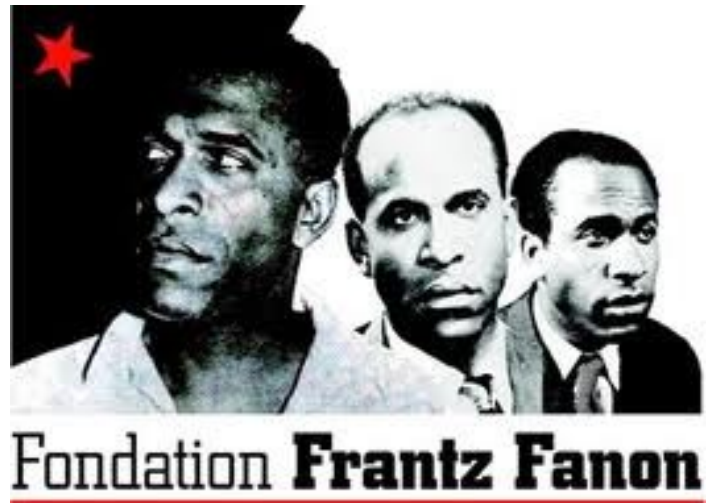
## 50ème anniversaire de la mort de FANON, l'homme intégral.

l'occasion des 50 ans de sa mort à Alger tandis qu'Abdel Kader Benarab<sup>[i]</sup> vient de publier un livre hommage à Fanon qu'il considère comme un visionnaire surtout à l'aune des révolutions arabes actuelles.



Frantz Fanon, l'homme intégral

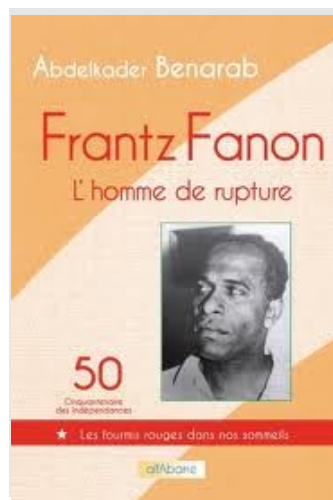
Fanon était-il Français, Martiniquais ou Algérien ? Certainement les trois à la fois et même plus que ça d'ailleurs. Fanon n'avait pas de patrie ou alors sa patrie était celle de tous les damnés et les opprimés de la terre. Il avait choisi d'être Algérien pour se battre contre la colonisation et les injustices qui en émanaient mais il aurait tout aussi bien été Congolais s'il avait été témoin sur place de l'injustice coloniale au Congo ou encore Indochinois. L'auteur de « peau noire, masque blanc (1952) », « L'an V de la révolution algérienne (1959) », « Les damnés de la terre (1961) », « Pour la révolution africaine (publié en 1964) » était avant tout un homme d'action, un homme de dépassement, un sans patrie bref un homme au sens le plus global de ce terme, un homme intégral. La France lui en voudra jusqu'à l'effacer complètement des manuels scolaires tandis que les Martiniquais semblent avoir du mal à comprendre ce qui a poussé cet homme du pays à épouser la cause algérienne, la cause des Arabes. Les Algériens quant à eux n'ont pas oublié le rédacteur en chef de leur journal *Al Moudjahid* et un de leurs représentants au congrès panafricain d'Accra (Ghana) en 1959 avant d'être ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne en 1960. Et ils lui ont rendu hommage à



Atypique, en avance sur son temps, Fanon, qui est mort à 36 ans (en 1961) avant d'avoir vu l'Indépendance de son pays d'adoption l'Algérie, a passé les derniers moments de sa vie à écrire la bible des peuples colonisés, l'Évangile des damnés de ce monde<sup>[ii]</sup>. Revisité aujourd'hui par les Américains mais aussi les Indiens, Fanon n'a pas fini de nous parler. Les Africains aussi ont fait de Fanon un des leurs depuis longtemps et son œuvre ne cesse d'influencer le combat anti colonial qui ne s'est en réalité jamais arrêté. Son combat si juste est un combat universel pour tous ceux qui souffrent à cause de l'Impérialisme et de la raison du plus fort. Fanon serait-il Palestinien aujourd'hui? Très certainement car le combat de sa si courte vie ne s'arrête pas puisque Frantz Fanon inspire tous ceux dans ce monde ne supportent pas le capitalisme et l'injustice et qui bien sûr comme le disait si bien Frantz Fanon, ont choisi comme lui leur camp, celui des opprimés de ce monde.

Moulzo

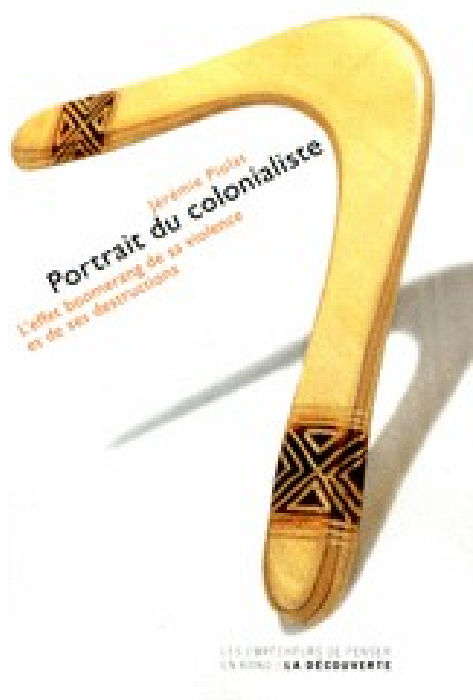
<sup>[i]</sup> Il est directeur de la collection *Voix exilées* aux éditions Gnosis-Éditions de France, depuis 2010. Docteur en littérature française à la Sorbonne. <sup>[ii]</sup> *Les damnés de la terre*, La découverte, 1961.



Il s'agit d'un Algérien qui a lu de près *Les Damnés de la terre* aussi bien que *Peau noire, masques blancs*. C'est avec beaucoup de finesse qu'Abdelkader Benarab distingue ce que Fanon estime être la cause fondamentale de l'aliénation du colonisé. Il décortique avec clarté les motifs que Fanon oppose au raisonnement de Hegel concernant les rapports du maître et de l'esclave. Benarab vous laisse le plaisir de suivre sa démonstration. Il éclaire les relations ambiguës de Sartre et de Fanon, notamment à propos de la préface *Des Damnés de la terre*.

Pourquoi Fanon homme de rupture, alors que la majorité de ses contemporains colonisés aspiraient, en dépit et au-delà de la colonisation, à 'une rencontre bien totale' et 'une postulation de la fraternité' (Césaire), au 'rendez-vous du donner et du recevoir' (Senghor), à 'l'humanisme universel' (Alioune Diop, Rabemananjara, etc.) ? Benarab conforte aussi ses arguments en se référant aux travaux d'Edouard Saïd et Homi Bhabha. Natif de Sétif (Algérie), il est docteur à la Sorbonne en littérature française et titulaire d'une maîtrise en littérature arabe à Paris III. Préoccupé par la question culturelle et religieuse au sein des communautés de la diaspora, il a publié de nombreux articles sur le sujet et continue à donner des conférences, en Europe et au Maghreb, sur le développement et la diffusion de la presse, de la langue et de la culture arabes et sur les thèmes de l'interculturalité, des postcolonialstudies et de la littérature africaine.

« **Portrait du colonialiste. L'effet boomerang de sa violence et de ses destructions** Jérémie Piolat. » Édition La Découverte Collection «Les empêcheurs de penser en rond». 2011.



Sorte d'écho au Portrait du Colonisé, Portrait du Colonisateur, le classique d'Albert Memmi, ce livre de Jérémie Piolat se lit avec plaisir et intérêt. Intelligent, caustique, cynique, émouvant, toujours juste.

20 récits d'apparence parfois anecdotique, inscrits dans l'histoire, analysés dans un esprit et une langue philosophique simple et évidente.

C'est dans le sous titre qu'est contenue la substance de l'ouvrage, qui dit l'état clinique du colonisateur.

Aller-retour permanent entre Europe et anciennes colonies, entre espace public et espace privé, jusqu'à l'intimité. Constat de la persistance des ravages et des pratiques de la colonisation.

Tou-te-s héritier-e-s de la colonisation en tant que négation de toute humanité et de toute valeur à celles et ceux qu'elle va détruire.

L'intention de Jérémie Piolat semble être le décryptage de l'expression quotidienne, banalisée des victimes de la colonisation.

Ces essais-reportages sont autant d'interpellations, de mises en situation auxquelles nous confronte l'auteur. «*Il nous appartient de décider si nous voulons ou non être héritiers de ce ravage.*»

Succession d'expériences, celles des autres et celles de l'auteur lui même, qui s'attache à démasquer les victimes inconscientes du colonialisme.

Il démontre que paradoxalement, la modernité est perte, dépossession, falsification du rapport au corps, *des corps analphabètes*. La présence coloniale inscrite dans les corps entretient l'amnésie de la mutilation. Absence des arts populaires en Europe de l'Ouest, tendance des Occidentaux à minimiser la

complexité, la technicité des pratiques artistiques des Africains. Il faut absolument lire l'histoire ironico-pathétique de la danse des canards!

Et d'autres encore, qui donnent à entendre combien l'Européen, dans ses gestes, ses mots, ses non-dits, manifeste une idéologie coloniale latente dont il ne sait pas (encore?) se débarrasser. Le chapitre sur l'existence inconsciente de pratiques néo colonialistes à peine larvées dans certains cours d'alphabétisation est bouleversant.

L'Occidental est mystifié par l'image qu'il a construite de lui même, conditionné malgré lui par son passé de dominant. Perception qui traverse toutes les couches de la société. La question du rapport dominant/dominé transcende la question de classe.

Violent constat parfois intériorisé et restitué par les descendants de colonisés: «*Vos savoirs, vos vies, vos cultures et donc vos corps n'ont aucune valeur puisqu'ils n'ont pas pu empêcher notre conquête.*»

Oeuvre complexe, transversale, qui touche à la philosophie, aux sciences humaines, à l'histoire, à l'ethnomusicologie. Recherche des fondements de l'histoire de la domination. Piolat redéfinit l'acte colonial comme précédant et englobant le capitalisme, dont *enclosures et chasse aux sorcières* sont deux des principes fondateurs, ainsi que confiscation des terres, soumission des cultivateurs à la valeur d'échange et destruction systématique des cultures paysannes.

Une réflexion qui nous concerne, à la fois acteurs et spectateurs, tous et toutes victimes du fait colonial.

Gisèle Felhendler

### Stop au colonialisme revanchard.

Dans le climat nauséabond qui risque de s'empuantir tout au long de 2012, les Algérienistes de Perpignan, légitimés par le discours dominant ambiant, ont planifié une initiative fin Janvier, dès le début de l'année de célébration de l'Indépendance de l'Algérie. Confortés en cela par l'existence au cimetière de la ville d'une stèle pro OAS.

Les camarades du NPA impulsent en réponse à cette provocation, un collectif unitaire de vigilance et d'action, avec d'autres forces de gauche en présence ( LDH, MRAP, PC, CGT...).

Ils organisent le 23 Janvier à 19 heures, au cinéma Le Castillet, une conférence de presse et une projection débat autour de films sur le crime d'Etat du 17 octobre 1961: *Octobre à Paris*, de Panijel et *Ici on noie les Algériens*, de Yasmina Adi, en présence de la réalisatrice et de Henri Pouillot, infatigable militant anticolonialiste. Notre mobilisation doit être à la hauteur des enjeux politiques.

## Algérie: Musiques Rebelles

**1** 962-2012: la célébration du cinquantenaire de l'Indépendance de l'Algérie va donner lieu à de multiples manifestations politique, militantes et culturelles.

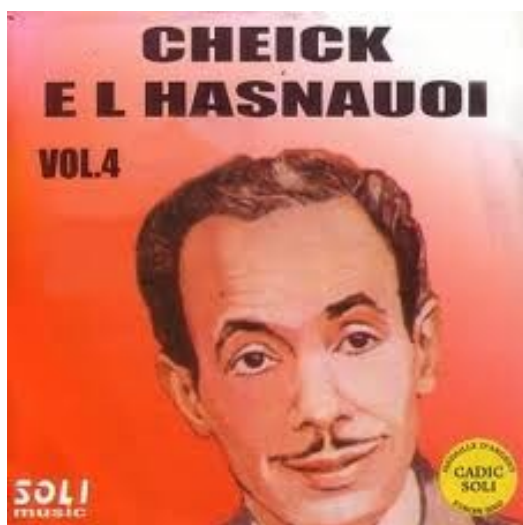
Egalement, vigilance s'impose, à autant de clins d'oeil et autres appels du pied obscènes de l'UMP et affidés aux «nostalgériques» dans le dessein tellement évident de racler les poubelles fétides de l'électorat le plus raciste.

Au nombre de ces initiatives, l'association Sortir du Colonialisme édite une compilation de 4 CD de musique algérienne, racontant à travers chansons et artistes phares, l'Algérie jusqu'à ce que le peuple arrache enfin son indépendance.

La domination française a été une violente agression économique, sociale, culturelle, psychologique dont l'Algérie souffre encore.

Les musiques tant populaires que savantes témoignent du métissage d'influences plurielles, africaines, berbères, arabes, andalouses mais aussi françaises et occidentales. Musiques Rebelles en offre divers styles: Châabi (genre de musique plurielle urbaine), arabo-andalou, rai, chants kabyles, chants révolutionnaires, avec des textes et des interprètes emblématiques.

La Maison Blanche, nom donné à l'aéroport d'Alger, de Cheikh El Hasnaoui, magnifique chant de l'exil, disant la misère et la dévastation après la Seconde Guerre mondiale, qui pousse (déjà) les jeunes hommes à traverser la Méditerranée pour tenter de survivre et de faire vivre leur famille.



Et H'sissen, chantre de la fierté algérienne, dont le titre A tir El Kafs, le chant mélancolique de l'immigré, est devenu un manifeste de lutte, repris avec ferveur lors des rassemblements, toutes générations confondues.

Les débuts du rai, la musique traditionnelle, les emprunts à la musique flamenca, les chants de la Résistance, et la voix des femmes, provocantes et sensuelles.

Blues, «explicit lyrics», sous entendus et double sens, musiques militantes, pour accompagner un peuple qui arrache sa liberté.

Un grand soin a été apporté aux livrets qui accompagnent chaque CD, véritables petits moments d'histoire, tant politique que musicale, précis, référencés et replacés dans le contexte de la lutte anticoloniale.

A écouter pour découvrir, connaître, reconnaître, se souvenir... et aussi onduler du bassin au rythme envoûtant du oud et de la

darbouka.

Emotion et tristesse mêlées à espoir et combat.

Le coffret Musiques Rebelles, un joli cadeau à (s')offrir pour affirmer que le colonisateur n'aura pas réussi dans son entreprise d'acculturation.



Kateb Yacine

Kateb Yacine, l'immense écrivain algérien qui considérait la langue française comme un «butin de guerre», disait: «La francophonie est une machine politique néo-coloniale, qui ne fait que perpétuer notre aliénation, mais l'usage de la langue française ne signifie pas qu'on soit l'agent d'une puissance étrangère, et j'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas Français»

Gisèle Felhendler

Coffret de 4 CD en prévente au tarif de 20 euros sur le site de Sortir du Colonialisme: [www.anticolonial.net](http://www.anticolonial.net)

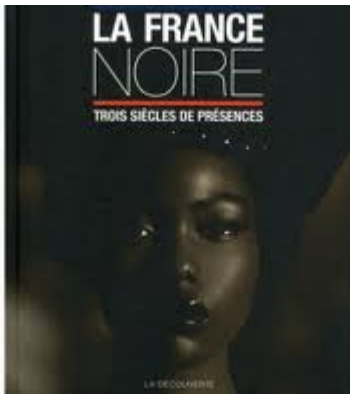
En vente chez tous les bons disquaires et sur les plateformes de téléchargement: 25 euros

## ALGERIE : MUSIQUES REBELLES



L'album édité par Sortir du colonialisme

## A lire



*La France noire*, un beau livre paru le 3 novembre (La Découverte), propose un «*retour sur trois siècles de présences*», un mot écrit au pluriel, et ce n'est pas un hasard. C'est que l'adjectif «noir» recouvre des histoires bien différentes, africaines, caribéennes et océaniques, qui vont de l'esclavage au rappeur MC Solaar, en passant par les tirailleurs sénégalais et le footballeur Lilian Thuram. Au fil des pages, illustrées de nombreuses photographies, de documents d'archives et de citations mises en exergue, se dessine une France paradoxale. Un pays où «*négrophobie et négrophilie*» se sont entremêlées au cours des époques, comme le souligne l'auteur de cette somme, l'historien français Pascal Blanchard.

## A Relire



*Les textes politiques de Frantz Fanon publiés dans ce volume couvrent la période la plus active de sa vie, de la publication de *Peau noire, masques blancs* en 1952 - il avait alors vingt-huit ans - à celle des *Damnés de la terre* en 1961, qui devait coïncider, à quelques jours près, avec la date de sa mort. Retraçant le fil d'une réflexion en constante évolution sur le phénomène colonial, vécu de l'intérieur, ces textes dénoncent à la fois le colonialisme et les pièges de la décolonisation, - la «grande erreur blanche» et le «grand mirage noir ». Explorant tour à tour la situation du colonisé, dont il peut rendre compte scientifiquement par son expérience médicale quotidienne, l'attitude des intellectuels de gauche face à la guerre d'Algérie, les perspectives de conjonction de la lutte de tous les colonisés et les conditions d'une alliance de l'ensemble du continent africain, Frantz Fanon gardait la certitude de la prochaine libération totale de l'Afrique. Son analyse et la clarté de sa vision nous donnent aujourd'hui les clés nécessaires pour comprendre la réalité africaine actuelle.*

## Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>



***Tchep diène ou yap, poulet nyembwe ou yassa, couscous bil meslene ou matoutou sauce gombo, accompagnés d'attiéké, d'alloco, d'ablo ou d'igname, le tout arrosé de bissap et de vin de palme bien tapé, et consommé sans modération entre gens de bonne compagnie.! Afriques en lutte vous souhaite « Happy Kwanzaa », « Bónaná », et surtout, SURTOUT...que l'Afrobeat soit avec vous!***

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr); site: [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)  
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>